

Philippe Corcuff

Politiste, Institut d'études politiques de Lyon

Marx et les nouvelles sociologies :
les voies d'un dialogue
dans l'après-décembre 1995

« Nous disons qu'avec les événements des dernières années le marxisme est décidément entré dans une nouvelle phase de son histoire, où il peut inspirer, orienter des analyses, garder une sérieuse valeur heuristique, mais où il n'est certainement plus vrai dans le sens où il se croyait vrai, et que l'expérience récente, l'installant dans un ordre de la vérité seconde, donne aux marxistes une assiette et presque une méthode nouvelles qui rendent vaines les mises en demeure. »

Maurice Merleau-Ponty, *Signes*, 1960.

On a connu en France au cours des années 1990 un certain renouveau des luttes sociales¹ : grandes grèves dans les services publics en novembre-décembre 1995, émergence d'une série de nouveaux mouvements sociaux (Droit au logement, associations de chômeurs et de précaires, sans-papiers, Act Up, Attac, etc.), nouvelles formes de syndicalisme (les SUD, la Confédération paysanne, etc.), développement d'un combat anti-mondialisation s'internationalisant (de Seattle à Porto Alegre en passant par Millau) ou encore réactivation du mouvement des femmes. Ce réveil relatif de la conflictualité sociale, mêlant expérimentations nouvelles et formes traditionnelles, a eu un effet de stimulation de la critique sociale, qui s'était révélée plus atone dans les années 1980 : critique sociale produite par les mouvements sociaux eux-mêmes et critique sociale élaborée dans le champ intellectuel, avec des passerelles entre les deux, dont la pétition de soutien aux grévistes en décembre 1995² et, à partir de là, les interventions de Pierre Bourdieu³ dans le débat public sont devenus les symboles les plus visibles. Ce faisant, les sciences sociales se sont mises à davantage investir de manière critique l'espace des controverses publiques,

alors que, parallèlement, différents travaux visaient dès le début des années 1990 à redonner à Marx et aux références marxistes une actualité⁴. Mais qu'en est-il justement des rapports entre deux des grands courants⁵, les sociologies critiques et les marxismes, alimentant la critique sociale renaissante de ce début de siècle ? C'est ce que voudrait commencer à traiter ce premier numéro de *Contretemps*, à travers quatre forums mettant face à face des intellectuels « marxistes » ou « marxistes » et des chercheurs en sciences sociales qui, s'ils on lu Marx, n'en font pas le point principal de référence de leur identité⁶. Mais ouvrir un tel débat suppose quelques clarifications préalables, tant par rapport au contexte que vis-à-vis des questions théoriques en jeu.

Pourquoi ce débat aujourd'hui ?

Les intellectuels marxistes et les sociologues non-marxistes n'ont guère eu l'habitude de dialoguer en France, à quelques exceptions près comme celle incarnée par la figure atypique de Pierre Naville, tout à la fois un des grands intellectuels marxistes hétérodoxes et un des fondateurs de la sociologie du travail dans l'après-guerre. On a souvent affaire, au mieux, à une indifférence polie. Quand les différents marxismes avaient un grand poids dans la gauche intellectuelle, jusqu'au milieu des années 1970, les sociologies critiques non-marxistes ont dû se battre pour conquérir une autonomie intellectuelle, contre les exclusives et les dogmatismes à l'œuvre dans nombre de chapelles marxistes. C'est ainsi que Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron ont, dans *Le Métier de sociologue* (manuel d'épistémologie sociologique qui a contribué à former des générations d'étudiants et de chercheurs, et dont la première édition date de 1968), joué prioritairement la carte du renforcement de l'autonomie du champ scientifique et de ses propres critères de validité contre l'imposition de normes cognitives directement dictées par des considérations politiques. C'était l'époque où nombreux étaient ceux qui croyaient que posséder « la bonne ligne politique » suffisait à faire un bon philosophe ou sociologue. La consolidation d'une déontologie associée au travail intellectuel et la préservation d'une notion autonome de « vérité scientifique » supposaient alors un combat contre les prétentions impérialistes et les tactiques d'intimidation venant du champ politique. Et puis on a connu, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, dans la combinaison de phénomènes intellectuels (apparition des « nouveaux philosophes », montée des thèmes néolibéraux, etc.) et politiques (comme l'affaiblissement du PCF), une rapide démonétisation de la référence au « marxisme », dans les débats publics comme dans les milieux universitaires et de recherche. À côté de cette dévalorisation, les sciences sociales ont pourtant continué à développer, autour de

bases scientifiques autonomes, une diversité de savoirs, dont une partie d'entre eux se présentaient comme des savoirs critiques mais sans le label « marxiste ». Les courants les plus dynamiques, que j'ai appelés « les nouvelles sociologies constructivistes⁷ », ont même permis toute une série d'avancées théoriques, en particulier par le recours au schéma analogique de « la construction sociale de la réalité » (« construction » matérielle et idéale, objective et subjective, collective et individuelle, non consciente et consciente, involontaire et volontaire, historique et quotidienne, dans les travaux les plus consistants), en tentant justement de dépasser des oppositions rituelles qui encombrèrent la recherche, comme idéal/matériel, subjectif/objectif ou individuel/collectif. C'est ce qui explique notamment que pour les nouvelles générations d'étudiants, de chercheurs et d'universitaires qui débarquent dans les sciences sociales au cours des années 1990 la référence au « marxisme » soit assez rare, limitée à des secteurs marginaux. Ce qui ne signifie pas, bien au contraire, une disparition de la critique sociale et des radicalités intellectuelles.

Avec le mouvement social de novembre-décembre 1995, la donne a commencé à changer entre sociologues et marxistes : 1° des marxistes, s'efforçant de renouveler leurs outils et de se débarrasser des pesanteurs dogmatiques, ont réémergé dans l'espace public et même (mais dans une moindre mesure) l'Université, parce que plus à même que les adeptes de « la démocratie de marché » et du « consensus » d'interpréter « le retour » des conflits sociaux (d'où le succès relatif de la revue *Actuel Marx* ou des livres de Daniel Bensaid) ; et 2° des sociologues critiques se sont engagés de manière plus nette et continue dans le débat et l'action publics et ont de plus en plus reconnu, sans pour autant remettre en cause l'autonomie chèrement acquise des savoirs scientifiques, l'existence de passages entre les considérations éthiques et politiques et les orientations comme les usages du travail scientifique⁸. La sociologie critique s'est alors révélée plurielle et foisonnante. Certes, les travaux de Pierre Bourdieu⁹ et ceux qu'il a inspirés¹⁰ y occupent une place importante. Il faut dire que l'on a affaire à une des rares tentatives systématiques de constitution d'une critique post-marxiste de la domination sociale et de la variété de ses figures. Mais cette sociologie a aussi suscité des critiques qui contribuent elles-mêmes à enrichir la critique sociale¹¹. Par ailleurs, d'autres directions théoriques ont été explorées. Robert Castel s'est intéressé à la mise en perspective historique des formes contemporaines de « désaffiliation sociale », appelées couramment « exclusion », « précarité », etc.¹² La sociologie de la justification publique initiée par Luc Boltanski et Laurent Thévenot a rendu la critique sociologique plus soucieuse de l'explicitation de ses points d'appui moraux et politiques¹³. Elle a débouché, chez Luc Boltanski et Ève Chiapello, sur une critique affûtée du « nou-

vel esprit du capitalisme¹⁴ ». La sociologie des sciences et des techniques promue par Michel Callon et Bruno Latour a, quant à elle, permis de rouvrir « les boîtes noires » des débats publics faisant intervenir scientifiques et experts, et souvent trop rapidement refermés par les gouvernants et les technocrates au nom justement d'une « science » univoque et abstraite¹⁵. Pour une part à la croisée de références marxistes et de la recherche sociologique contemporaine, les études féministes ont également pris leur essor¹⁶. Au bout du compte, par le double mouvement affectant les travaux marxistes et les sociologies critiques, un débat est davantage devenu possible entre eux. Loin des velléités hégémoniques sur la pensée critique de beaucoup de marxismes d'antan, mais aussi dans l'émancipation des tentations scientistes de la sociologie, il devient alors possible de redécouvrir la pluralité des radicalités intellectuelles.

Pourquoi la Ligue communiste révolutionnaire ?

C'est de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) qu'est venue l'initiative de ce débat. Pourquoi ? Cela correspond mal à l'image, que l'on s'en fait souvent dans un public large, d'une organisation figée dans une identité « marxiste » et « trotskiste » ossifiée, aux comportements « sectaires » et « manipulateurs ». Il faut dire que les idées reçues ont la vie dure, malgré les écarts avec la réalité des pratiques. Ainsi, *a priori*, les Verts sont aujourd'hui dotés d'une image « ouverte », sans avoir jamais eu besoin de faire des efforts significatifs d'élaboration et de renouvellement intellectuels, alors qu'un parti issu de la tradition marxiste, malgré la qualité du débat intellectuel en son sein, est automatiquement renvoyé du côté du « fermé ». Et pourtant... La LCR a su au fil du temps enrichir, assouplir, déplacer, ouvrir davantage aux questions extérieures un marxisme non dogmatique. Sa double critique du stalinisme et de la social-démocratie traditionnelle, constitutive de son identité, l'a aidée à maintenir vivante une capacité critique face aux évolutions politiques (enlèvement social-libéral du PS et décomposition du PCF notamment), y compris en incorporant des éléments d'autoanalyse critique par rapport à sa propre tradition de référence (le bolchevisme et le trotskisme). Et puis surtout, elle a su être à l'écoute de ce qui bougeait dans la société et dans le monde, par une présence dans les mouvements sociaux qui ont redonné sens à la contestation sociale dans notre pays et par une attention à ce qui germait à une échelle internationale. C'est, sur de telles bases, souvent invisibles de l'extérieur, qu'elle a pu intégrer des gens comme moi et quelques autres, ni « trotskistes », ni « marxistes », ni « communistes », ni « révolutionnaires », mais d'étranges « sociaux-démocrates libertaires » qui ont été nourris intellectuellement par les sociologies critiques contemporaines¹⁷.

Tout n'est certes pas parfait, les évolutions en cours sont, de mon point de vue, encore insuffisantes et loin de pouvoir répondre aux défis de notre temps. Mais quelle organisation politique pourrait prétendre posséder les principales clés de la situation, dans une période encore profondément marquée par les échecs et les incertitudes du siècle qui vient de s'achever ? C'est pourquoi la LCR constitue un lieu politique en devenir, doté de quelques potentialités intéressantes, assez éloigné de la paralysie intellectuelle qui tend à saisir la mouvance communiste comme socialiste. La première, affectée tout au plus par une agitation opportuniste, ne se remet pas de la chute du mur de Berlin, quant à la seconde la pente gestionnaire l'a largement déconnectée du débat d'idées, sauf dans des visées étroitement instrumentales de marketing électoral. Quant aux Verts, ils ne se sont jamais vraiment intéressés aux questions intellectuelles (y compris, paradoxalement, à celles ayant trait à l'écologie politique), et pour sa campagne européenne Daniel Cohn-Bendit a dû aller chercher le ban et l'arrière-ban des intellectuels sociaux-libéraux, ceux qui avaient soutenu Nicole Notat et Alain Juppé en 1995. Face au constat d'une telle bouillie intellectuelle, il y a bien un espace, au carrefour des expériences des mouvements sociaux, de l'action politique et du travail intellectuel, à faire vivre pour une « gauche de gauche ». Les militants de la LCR, parmi d'autres, avec d'autres, peuvent y jouer un rôle important, comme le montre ce premier numéro de *Contretemps*.

La confrontation entre les marxismes et les sociologies critiques constitue un des premiers fils du retissage d'une pensée de gauche radicale. Elle suppose, pour être mutuellement fructueuse, un déploiement en au moins trois dimensions adossées à trois constats : a) les sociologies critiques contemporaines ont *déjà* en héritage des morceaux de Marx et de marxismes dans un cadre non exclusivement « marxiste » ; b) les « nouvelles sociologies » nous amènent à interroger Marx et les marxismes sur certaines de leurs limites ; et c) Marx et les marxismes nous permettent, en retour, d'interroger certaines limites des « nouvelles sociologies ».

Marx et les marxismes dans les « nouvelles sociologies »

Avec d'autres (comme Émile Durkheim et Max Weber), Marx est considéré assez largement comme un des « pères fondateurs » des sociologies contemporaines. Si l'étiquette « marxiste » est peu revendiquée, la présence de Marx dans les références centrales des sciences sociales est rarement contestée. Je rappellerai succinctement quelques éléments significatifs :

1 – Envisager l'humain comme un produit social : « L'essence humaine n'est point chose abstraite, inhérente à l'individu isolé. Elle est, dans sa réalité,

- l'ensemble des relations sociales », nous dit la sixième *Thèse sur Feuerbach*¹⁸.
- 2 – La critique de la naturalisation (c'est-à-dire le fait de considérer comme naturel ou éternel le produit de processus sociaux et historiques) : on en a un exemple éclairant dans l'analyse magistrale du « caractère fétiche de la marchandise et de son secret » dans le livre I du *Capital* (1867).
 - 3 – Accorder de l'attention à la place qu'occupent les rapports de domination et les conflits entre groupes et classes sociales dans la vie sociale.
 - 4 – La posture méthodologique d'un va-et-vient entre le théorique et l'empirique : dans l'*Introduction générale à la critique de l'économie politique* de 1857, il y a ainsi des passages encore très actuels sur ce que Marx appelle le « concret pensé » ou « reproduction du concret par la voie de la pensée », supposant un double refus de l'empirisme (« commencer par le réel et le concret » apparaît d'une certaine façon, pour Marx, « une abstraction ») et du théoricisme (se focalisant, écrit Marx, sur un « concept qui s'engendrerait lui-même », en dehors du contact avec l'expérience et l'enquête)¹⁹. C'est dans une perspective convergente que, bien après Marx, le sociologue Norbert Elias parlera de disciplines « empirico-théoriques » pour les sciences sociales²⁰.
 - 5 – Enfin, on signalera que l'on trouve dans certains passages de Marx des prémices des sociologies dites « constructivistes », c'est-à-dire qui appréhendent les processus de « construction sociale de la réalité », selon les termes des sociologues Peter Berger et Thomas Luckmann²¹. Cela peut revêtir une forme générale ou concerner plus spécifiquement les classes sociales :
 - a – une forme générale quand, dans les *Manuscrits de 1844*, Marx avance que « de même que la société crée l'homme en tant qu'homme, de même elle est créée par lui²² » ;
 - b – une forme spécifique, dans *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* de 1852, lorsqu'il indique que les paysans parcellaires de l'époque « constituent une classe », de par notamment la proximité de leurs conditions d'existence, mais qu'en même temps « ils ne constituent pas une classe » parce que « l'identité de leurs intérêts ne crée ni communauté, ni lien national, ni organisation politique²³ » ; dans les termes contemporains de Pierre Bourdieu (moins téléologiques que le passage de « la classe en soi » à « la classe pour soi », présent dans la tradition marxiste et inspiré d'une lecture hégélienne de Marx), on aurait donc une « classe probable », mais pas une « classe mobilisée », avec des représentations communes (la part symbolique) et des porte-parole unificateurs (la part politique)²⁴.

Cette liste n'est, bien entendu, pas exhaustive, mais simplement indicative. Je tenais à d'abord insister sur cette dimension, car elle risque, dans la confron-

tation des points de vue, d'être quelque peu oubliée alors qu'elle constitue justement une base commune implicite facilitant la discussion et l'expression même des divergences. Mais, à partir de ces convergences, se déploient donc deux dimensions plus conflictuelles.

Critique de Marx et des marxismes

Je voudrais signaler maintenant une série de points de débat portés par les sociologies contemporaines vis-à-vis de Marx et des marxismes :

- 1 – Ces sociologies nous poussent à nous émanciper plus franchement des traces d'économisme présentes chez Marx et les marxistes (par exemple, dans un texte beaucoup sollicité par la vulgate « marxiste » comme l'« Avant-propos » à la *Contribution à la critique de l'économie politique* de 1859). Elles appellent même à abandonner la notion « marxiste » (et non marxienne) de « détermination en dernière instance » que l'économique serait censé jouer vis-à-vis des autres aspects des rapports sociaux. Certes, contre une certaine naturalisation de l'économique, Marx définit le capital comme « un rapport social », mais dans ce rapport social les dimensions proprement économiques (avec les notions de « rapports de production », « exploitation », « procès de circulation », « procès de production » ou « procès d'accumulation » notamment) jouent un rôle central. Mais dire que les rapports économiques n'ont pas nécessairement un effet déterminant (même « en dernière instance ») sur les autres formes de domination et sur toutes les dimensions des rapports sociaux ne signifie pas qu'ils n'aient pas un poids plus important dans l'évolution de nos sociétés, particulièrement à l'heure de la « marchandisation » accélérée du monde. Entre un « tout se vaut » trop relativiste et un « tout est déterminé en dernière instance par l'économique » trop totalisant, il y a sans doute une pensée de l'autonomie et des articulations à élaborer.
- 2 – Dans le prolongement de ce premier point, les « nouvelles sociologies » visent à intégrer davantage la pluralité dans l'analyse des rapports sociaux : pluralité des formes de domination (pas seulement économique, mais aussi politique, culturelle, masculine, etc.), pluralité des sphères sociales autonomes (les « champs » chez Pierre Bourdieu), pluralité des formes de justification publique et des logiques d'action (chez Luc Boltanski et Laurent Thévenot), pluralité des dispositions et des identités d'un même individu (chez Bernard Lahire), etc. Le mouvement de leurs recherches les conduit alors à la mise en cause d'une catégorie d'origine hégélienne, « la totalité », qui hante souvent les thèses marxistes et qui tend à unifier prématurément leurs catégories d'analyse. Cette question de « la totalité » pose donc des

questions à l'analyse des rapports sociaux, mais aussi à la vision que l'on se fait de l'activité politique : si l'unité des opprimés est prédonnée « objective-ment » par la structuration capitaliste du monde, la lutte politique consiste principalement à faire voir aux opprimés ce que leur masque « l'idéologie bourgeoise » ; si, par contre, les rapports sociaux sont eux-mêmes structurellement marqués par la pluralité, la lutte politique se conçoit davantage comme un travail pour faire *converger* des intérêts et des aspirations qui ne vont pas « naturellement » dans la même direction.

- 3 – À partir de là, ces « nouvelles sociologies » (depuis les analyses pionnières de l'historien britannique Edward P. Thompson à l'ancrage encore « marxiste » à celles de Pierre Bourdieu et de Luc Boltanski) radicalisent l'approche constructiviste des groupes et des classes sociales en germe chez Marx, pour en faire plutôt des produits socio-historiques (des objectivations historiques, et non des données « objectives »).
- 4 – Au-delà de la question des classes, ces sociologies cherchent à mieux comprendre les processus de *coproduction de l'objectif et du subjectif*, alors que les traditions marxistes ont souvent connu une hésitation, une alternance et/ou une juxtaposition entre les deux pôles ; par exemple dans les différences entre un marxisme savant à propension ultra-objectiviste (décrivant, du haut de sa chaire, « le capital » comme principe central de structuration des rapports sociaux) et un marxisme militant à propension ultra-volontariste (avec le rôle excessif donné au parti ou même, de manière fort idéaliste, aux textes de congrès).
- 5 – Enfin, dernier exemple (là aussi sans intention exhaustive), ces sociologies mènent à une rupture avec les formes de téléologie historique (l'idée d'un « sens », d'une « direction » à l'histoire, avec des « étapes ») encore partiellement à l'œuvre dans les dialectiques hégélienne, marxienne et marxistes (dans ce cas également le texte de 1859 a beaucoup été utilisé).

Critique des « nouvelles sociologies »

En sens inverse de la dimension précédente, Marx et les marxismes nous offrent des outils pour interroger les insuffisances des « nouvelles sociologies » :

- 1 – Dans la galaxie des sciences sociales dites « constructivistes », certains peuvent être tentés par des formes de subjectivisme et d'idéalisme, en accordant un poids trop grand aux représentations des acteurs. Or, si, selon l'expression de l'anthropologue Maurice Godelier (inspirée par un marxisme hétérodoxe), on doit prendre en compte « la part idéelle du réel²⁵ », sa composante représentationnelle, on doit éviter, en revanche, de dissoudre complètement le réel dans les représentations et, avec Marx et

les marxistes, insister sur l'objectivation et la matérialisation. Certes, il ne me semble pas que les grands travaux constructivistes, comme ceux de Peter Berger et Thomas Luckmann, ceux de Pierre Bourdieu, ceux de Michel Callon et Bruno Latour ou ceux de Luc Boltanski et Laurent Thévenot tombent en général dans ce piège, mais une certaine « routinisation » incontrôlée du schéma analogique de « la construction sociale de la réalité » (quand cette « construction » est appréhendée principalement comme idéelle, discursive et/ou subjective) peut parfois y mener ainsi que le signale Bernard Lahire dans le troisième forum.

- 2 – À force de se focaliser soit sur le microsociologique, soit sur la pluralité sociale, on peut perdre toute vue d'ensemble du monde social. Face à cette dérive, Marx et les marxistes nous obligent à ne pas abandonner le global. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait Luc Boltanski et Ève Chiapello en redonnant une pertinence au concept de « capitalisme » en sociologie. Certes, on peut tenter de penser en même temps le global *et* le local *et* le pluriel, tout en refusant l'arrogance du total. Certaines pistes de Michel Foucault dans *L'Archéologie du savoir* seraient sans doute utiles afin de relever ce défi, en particulier quand il oppose à une totalisation qui « resserre tous les phénomènes autour d'un centre unique » une « histoire générale [qui] déploierait au contraire l'espace de dispersion²⁶ », bref quelque chose comme du global préservant le multiple contre la domination de l'un et les vaines prétentions du total. La notion d'origine marxiste de « formation sociale » pourrait avoir quelque utilité ici. Définie par Nicos Poulantzas comme « un chevauchement spécifique de plusieurs modes de production purs²⁷ » dans une société et à une époque données (du type « la formation sociale française en 1950 » différente de « la formation sociale française en 2000 », bien que toutes les deux dominées par « le mode de production capitaliste »), cette notion a l'avantage de prendre en compte la pluralité dans un cadre global. Si on la débarrasse (hypothèse quelque peu osée pour des marxistes classiques, même non dogmatiques) tant de l'idée de « détermination en dernière instance » que de l'exclusivité de la notion de « mode de production », on pourrait nommer *formation sociale*, l'enchevêtrement de rapports de production, de modes de domination, d'institutions et de logiques d'action, plus ou moins articulés ou juxtaposés, dotés d'un poids différent, dans une société concrète. L'expression même de « formation » souligne bien le travail de l'histoire dans cette double dimension d'imbrication et de coexistence à un niveau global. Ce n'est qu'une des pistes envisageables.
- 3 – Enfin (encore une fois sans exhaustivité), la visée scientifique chez Marx est inséparable de points d'appui éthiques et politiques. On les repère

chez lui tout à la fois en amont et en aval de l'analyse scientifique : en amont, comme éléments éthiques et politiques du travail intellectuel et, en aval, dans les usages éthiques et politiques des résultats cognitifs obtenus. Je rappelle seulement la onzième *Thèse sur Feuerbach* : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de diverses manières ; ce qui importe, c'est de le transformer²⁸ ». La connaissance chez Marx est calée sur un horizon d'émancipation collective et individuelle, qui constitue aussi un outil de dé-naturalisation du monde tel qu'il existe, et donc un puissant levier critique. Cela interroge les tentations scientistes des sociologies contemporaines et la quasi-disparition de leur agenda théorique des questions de l'émancipation et de l'utopie. Reste à savoir comment mieux reconnaître les aspects éthiques et politiques du travail scientifique, voire la fonction heuristique de l'émancipation et de l'utopie, tout en préservant une épistémologie de l'autonomie scientifique des règles de production des savoirs. Au moment où plus de sociologues s'engagent dans le débat et l'action publics, sans le théoriser toujours très clairement, cela montre l'actualité d'interrogations venant de Marx.

Confronter deux ensembles intellectuels (chacun étant lui-même caractérisé par une diversité interne, voire des contradictions et des hétérogénéités) prétendant chacun à une certaine vérité tout en ayant contribué à une relativisation sociale et historique de la vérité ne pouvait pas ne pas déboucher sur des questions épistémologiques, en particulier dans les forums 3 et 4.

Questions épistémologiques

Marx et les marxistes ont l'étrange particularité d'avoir participé à deux tendances ayant travaillé la modernité occidentale : l'universalisme, en se saisissant, dans le sillage de la philosophie des Lumières, des notions de raison, de science et de vérité, et le relativisme, en réinsérant ces notions de raison, de science et de vérité dans des conditions sociales et historiques données, marquées notamment par des rapports de force entre classes sociales et leurs effets idéologiques. En fonction des auteurs concernés et des périodes, des coups de barre ont pu être donnés dans le sens du relativisme ou dans celui de l'universalisme. Les sciences sociales contemporaines ont souvent hérité une double caractéristique similaire, avec des tangages et des coups de barre analogues. Aujourd'hui, avec le « postmodernisme » qui nous vient des États-Unis, il semble que cela soit surtout la dissolution relativiste qui nous menace de ses excès, suscitant elle-même des réactions scientistes susceptibles de rigidifier le débat. Une piste pour sortir de ces apories et de

ce tournis réside peut-être dans la promotion non pas d'un universalisme arrogant et définitif mais d'un universalisme en devenir, plus fragile, historiquement et socialement limité, un horizon universalisant, admettant d'être tarabulé par des inquiétudes relativistes ; bref, quelque chose comme des *Lumières tamisées*²⁹.

Si, dans cette perspective, tant les marxistes que les sociologues critiques continuent à rester attachés à une certaine visée de vérité scientifique, comment discuter de leurs prétentions concurrentes, voire antagoniques, à une telle vérité ? Les sciences sociales ont permis de déplacer le terrain de ce genre de débat. Les marxistes ont trop souvent considéré que la « Grande Théorie » leur donnait *a priori* accès à la vérité des rapports sociaux ; une vérité « sur le papier » qui n'avait guère besoin de se confronter de près aux « faits » de l'expérience et de l'enquête. Marx avec ses réflexions de 1857 sur « le concret pensé » nous mettait pourtant déjà en garde contre les pièges de la réification des concepts. Cela vaut aussi pour les concepts marxistes et marxistes, comme « capital » ou « capitalisme » : « le capitalisme » est un mode d'intelligibilité porté sur le réel, ce n'est pas la réalité « brute », mais bien un concept rendant compte d'une certaine façon de la réalité. Les sciences sociales, en tant que disciplines empirico-théoriques, nous obligent aujourd'hui à être plus précis et plus concrets dans l'examen des termes de la controverse, à « mettre les mains dans le cambouis » de la production du savoir : à partir de quel type d'imbrication entre un outillage théorique, des méthodes d'enquête et des matériaux empiriques recueillis tel type de savoir est-il produit ? C'est alors comme formes d'intelligibilités différentes, techniquement instrumentées (par des archives historiques, des statistiques, des observations directes, des témoignages, des entretiens, etc.), dont concrètement sur chaque analyse on doit comparer les points forts et les points faibles, que les théories marxistes et sociologiques doivent être discutées et évaluées. Sociologue d'inspiration marxiste, Pierre Rolle³⁰, au carrefour des deux univers dans le sillage de Pierre Naville, a remarquablement dessiné ce nouveau cadre épistémologique de la confrontation. Ainsi, pour lui, la rigueur scientifique vis-à-vis d'une théorie suppose de préciser « les règles de son usage, c'est-à-dire les conditions, plus ou moins restrictives, sous lesquelles une schématisation s'applique » (p. 64) ; l'erreur consistant en « une méconnaissance des limites du schématisation » (p. 65). Selon Pierre Rolle, « on n'est pas obligé, par conséquent, de choisir définitivement entre des théories », mais on a plutôt « à chercher les conditions sous lesquelles elles peuvent se rencontrer, se hiérarchiser, ou s'opposer » (p. 65). On a ici affaire à une attitude pragmatique, qui récuse tant l'hégémonie *a priori* d'une théorie sur les autres que le relativisme qui les supposerait toutes équivalentes par principe. Les arguments forts aujourd'hui de

Jean-Claude Passeron en faveur d'une épistémologie sociologique pluraliste et non relativiste³¹ convergent tout à fait avec cette orientation. On a là un espace fort intéressant pour le débat que nous avons engagé dans ce numéro.

Mais ces problèmes épistémologiques peuvent rencontrer en chemin des interrogations éthiques et politiques. Et ici marxisme et sociologie seraient susceptibles de converger de manière, cette fois, négative : chacun des deux pôles pourrait, au nom d'un savoir savant et d'une construction intellectuelle de référence, participer à ce que des théories élaborées par des intellectuels (universitaires et/ou d'organisation) acquièrent une hégémonie sur les connaissances produites par les militants, et plus largement, par les opprimés dans leurs luttes. La tradition libertaire a particulièrement orienté notre attention sur les risques de domination de ce que le militant polonais Jan Wacław Makhański a appelé les « capitalistes du savoir³² », et qui sont susceptibles de constituer des points aveugles communs aux marxismes (avec leurs tentations avant-gardistes) et aux sociologies critiques (avec leurs tentations scientistes). La prise au sérieux de la question démocratique (conférant une pleine légitimité aux savoirs ordinaires dans le débat public) mise en tension avec une reconnaissance « réaliste » des effets de la division du travail (l'existence de champs spécialisés de production de savoirs) devrait nous permettre d'éviter, de ce point de vue, le double écueil de l'intellectualisme et de l'anti-intellectualisme (qui ont tous deux fait des dégâts dans l'histoire du mouvement ouvrier), en valorisant plutôt l'échange, le va-et-vient et la traduction réciproque entre connaissances militantes et connaissances savantes. Cela suppose que le philosophe, le scientifique, l'artiste ou le militant renoncent, chacun de leur côté, à avoir le dernier mot dans les débats publics du fait d'une supposée prééminence de « nature » de son « jeu de langage » de référence (« jeu de langage philosophique », « jeu de langage scientifique », « jeu de langage artistique » ou « jeu de langage militant », associés à des « formes de vie et d'activité » différentes), pour emprunter librement des expressions à Ludwig Wittgenstein. Pierre Bourdieu avance lui-même, dans une perspective proche, que « du fait que chaque champ comme « forme de vie » est le lieu d'un « jeu de langage » qui donne accès à des aspects différents de la réalité, on peut s'interroger sur l'existence d'une rationalité générale, transcendant aux différences régionales et, si intense que puisse être la nostalgie de la réunification, il faut sans doute renoncer, avec Wittgenstein, à chercher quelque chose comme un langage de tous les langages³³ ». Ce type de réflexion ne mène pas nécessairement au relativisme (du « tout se vaut »), mais à l'abandon de la position de surplomb d'un « jeu de langage » (qui se présenterait, avec arrogance, comme « le jeu de langage des jeux de langage ») sur les autres. Par exemple, au sein d'un « jeu de langage »

scientifique (comme le « jeu de langage sociologique »), on peut établir une échelle de vérités plus ou moins attestées et rigoureuses, mais une vérité scientifique établie n'a pas à s'imposer à l'ordre de la décision politique, car c'est seulement dans l'ordre de la discussion scientifique, avec ses règles et ses procédures, qu'elle a une valeur plus ou moins décisive. Elle ne peut alors qu'alimenter le débat politique, non le clore. Le régime de la vérité scientifique ne serait donc pas du même ordre que le régime de la vérité politique³⁴. On aurait là un pluralisme (une pluralité de régimes de vérité) sans relativisme (les régimes scientifiques de vérité permettraient de discriminer des degrés d'erreur et de vérité, du point de vue de l'état de la science dans une aire socio-historique donnée), support d'échanges entre chercheurs et acteurs³⁵.

Ouvrir le débat

Avec les quatre forums proposés dans ce premier numéro de *Contretemps*, on a privilégié quatre entrées différentes sur les problèmes généraux abordés dans cette introduction ; quatre axes qui ne font qu'ouvrir un débat qu'il faudra poursuivre :

- * – le premier forum se focalise sur les rapports entre l'analyse de l'exploitation capitaliste et les diverses formes de domination que connaissent nos sociétés contemporaines ;
- * – le second forum s'intéresse à ce que l'on peut dire de « la classe ouvrière » aujourd'hui, en partant de la récente recherche de Stéphane Beaud et Michel Pialoux sur les usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard ;
- * – le troisième forum s'interroge sur les contributions que les sociologies dites « constructivistes » peuvent apporter à l'élaboration de savoirs critiques, et donc aussi sur leurs limites, leurs ambiguïtés, voire leurs dérives ;
- * – enfin, le quatrième forum s'élargit à la question des sciences dites « dures » et aux effets relativistes ambivalents des sciences sociales quand elles sont amenées à traiter de ces sciences.

Je terminerai cette introduction sur un regret : nos forums se sont révélés exclusivement masculins et les études féministes n'y ont occupé qu'une place réduite. Il faut sans doute d'abord incriminer nos propres insuffisances dans l'organisation de cette initiative, reflétant d'ailleurs assez bien les tendances machistes tant des institutions universitaires et de recherche que des organisations politiques de gauche et d'extrême-gauche. Mais ce manque renvoie aussi au contenu même du débat, les féminismes se situant mal par rapport à la polarité marxismes/sociologies critiques, car ils apparaissent tout à la fois associés et dissociés des deux pôles. Ainsi, les recherches féministes en

France ont souvent apporté une pensée de la pluralité déstabilisante pour les cadres marxistes, anticipant ou nourrissant les affinements analytiques des sociologies critiques, tout en continuant à accorder une place importante aux rapports de production dans un sillage marxisant. *Contretemps* sera alors amenée à revenir plus centralement sur la contribution des féminismes à la reconfiguration de la critique sociale et de la critique politique.

- 1 Voir, entre autres, Christophe Aguiton et Daniel Bensaid, *Le Retour de la question sociale: le renouveau des mouvements sociaux en France*, Lausanne, Éditions Page Deux, 1997; le dossier du n° 3, de mars-avril 1999, de la revue *Mouvements* (La Découverte): « Crise de la politique et nouveaux militants »; et Lilian Mathieu, « Les nouvelles formes de la contestation sociale », *Regards sur l'actualité* La Documentation française), mai 1999, n° 251.
- 2 Voir Julien Duval, Christophe Gaubert, Frédéric Lebaron, Dominique Marchetti et Fabienne Pavis, *Le « Décembre » des intellectuels français*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998.
- 3 Voir Pierre Bourdieu, *Contre-feux: propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1998, et *Contre-feux 2: pour un mouvement social européen*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 2001.

- 4 Voir, entre autres, Michel Vadée, *Marx penseur du possible*, Paris, Méridiens-Klincksieck, 1992; Étienne Balibar, *La Philosophie de Marx*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 1993; Jacques Derrida, *Spectres de Marx: l'État de la dette, le travail de deuil et la nouvelle Internationale*, Paris, Galilée, 1993; Daniel Bensaid, *Marx l'intempestif: grandeurs et misères d'une aventure critique (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Fayard, 1995; Henri Maler, *Convoiter l'impossible: l'utopie avec Marx, malgré Marx*, Paris, Albin Michel, 1995; Michel Vakaloulis et Jean-Marie Vincent (éds), *Marx après les marxismes*, 2 tomes, Paris, L'Harmattan, 1997; Antoine Artous, *Marx, l'État et la politique*, Paris, Syllepse, 1999; et bien sûr l'activité multiforme de la revue *Actuel Marx* en général et le travail prolifique de Jacques Bidet en particulier.
- 5 Avec d'autres, comme le féminisme, l'écologie politique ou les problématiques libertaires, sur lesquels *Contretemps* sera amenée à revenir dans de prochains numéros.
- 6 Les textes présentés ici sont issus d'un colloque organisé à Paris le 7 octobre 2000 par *Critique communiste*, la revue théorique de la Ligue communiste révolutionnaire, sur le thème: « Marx, marxismes et sociologies critiques: regards croisés ».
- 7 Voir Philippe Corcuff, *Les Nouvelles Sociologies: constructions de la réalité sociale*, Paris, Nathan, coll. « 128 », 1995.

- 8 Sur la réévaluation des relations entre « jugements de faits » et « jugements de valeur », sans pour cela revenir à la tendance à la domination de critères politiques sur les critères scientifiques à l'œuvre dans les marxismes d'hier, voir Philippe Corcuff, « Le sociologue et les acteurs: épistémologie, éthique et nouvelle forme d'engagement », *L'Homme et la Société* (L'Harmattan), n° 131, 1999.
- 9 Voir Alain Accardo et Philippe Corcuff, *La Sociologie de Bourdieu: textes choisis et commentés*, Bordeaux, Le Mascaret, 1986.
- 10 Voir, parmi une multiplicité d'autres, deux recherches sur deux univers sociaux opposés: celle de Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière: enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999, et celle de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2000.
- 11 Voir notamment Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le Populaire: misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Hautes Études Gallimard Seuil, 1989; et Bernard Lahire (éd.), *Le Travail sociologique de Pierre Bourdieu: dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 1999.
- 12 Voir Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale: une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.
- 13 Voir Philippe Corcuff et Claudette Lafaye, « Légitimité et théorie critique: un autre usage du modèle de la justification publique », *Mana* (université de Caen), n° 2, 2^e semestre 1996.
- 14 Voir Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.
- 15 Voir notamment Bruno Latour, « On ne peut rien contre la fatalité des faits: la rhétorique de l'impuissance », dans Club Merleau-Ponty, *La Pensée confisquée*, Paris, La Découverte, 1997.

- 16 Pour une synthèse, voir EPHESIA, *La Place des femmes: les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 1995.
- 17 Je pense ici à la SELS (Sensibilité écologique libertaire et radicalement sociale-démocrate) créée initialement par trois personnes ayant quitté les Verts (Claire Le Strat, Willy Pelletier et moi-même) en décembre 1997 et dont une partie des membres (y compris les trois fondateurs) ont rejoint la LCR en 1999.
- 18 1845, repris dans Karl Marx, *Œuvres III, Philosophie*, édition établie par Maximilien Rubel, trad. fr., Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1982, p. 1032.
- 19 Repris dans Karl Marx, *Œuvres I*, édition établie par Maximilien Rubel, trad. fr., Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade » 1965, p. 255-256.
- 20 Voir Norbert Elias, *Engagement et distanciation: contributions à la sociologie de la connaissance* (1^{re} éd.: 1983), avant-propos de Roger Chartier, trad. fr., Paris, Fayard, 1993.
- 21 Voir Peter Berger et Thomas Luckmann, *La Construction sociale de la réalité* (1^{re} éd.: 1966), trad. fr., Paris, Méridiens-Klincksieck, 1986, rééd. A. Colin, 1996.
- 22 Repris dans Karl Marx, *Œuvres II, Économie II*, éd. établie par Maximilien Rubel, trad. fr., Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1968, p. 81.
- 23 Repris dans Karl Marx, *Œuvres IV, Politique I*, éd. établie par Maximilien Rubel, trad. fr., Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1994, p. 533.
- 24 Voir Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52-53, juin 1984.
- 25 Voir Maurice Godelier, *L'Idéal et le matériel*, Paris, Fayard, 1984.
- 26 Michel Foucault, *L'Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 19.

- 27 Voir Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, tome 1, Paris, Maspéro, 1968, p. 9.
- 28 *Op. cit.*, note 18, p. 1033.
- 29 Pour de plus amples développements, voir Philippe Corcuff, « Les Lumières tamisées des constructivisme : l'humanité, la raison et le progrès comme transcendances relatives », *Revue du MAUSS* (La Découverte), n° 17, 2^e trimestre 2001.
- 30 Voir Pierre Rolle, *Travail et salariat : bilan de la sociologie du travail*, tome 1, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1988.
- 31 Voir notamment Jean-Claude Passeron, « De la pluralité théorique en sociologie : théorie de la connaissance sociologique et théories sociologiques », *Revue européenne des sciences sociales*, n° 99, 1994.
- 32 Dans Jan Waclav Makhański, *Le Socialisme des intellectuels*, textes (écrits entre 1900 et 1918) traduits et présentés par Alexandre Skirda, Paris, Seuil, coll. « Points-Politique », 1979.
- 33 Dans Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 119.
- 34 On a pu distinguer également un régime de vérité poétique des régimes de vérité philosophique et sociologique : voir Philippe Corcuff, « Homme de la pluie et enfant du beau temps : René Char ou la philosophie politique d'une résistance », *Cahiers de la Villa Gillet* (Lyon), n° 12, nov. 2000.
- 35 Ces pistes épistémologiques, sans rejoindre le relativisme « postmoderne » qu'il est nécessaire de mettre en cause, s'écartent de certaines des considérations développées par Bernard Lahire dans le troisième forum, en particulier de ses critiques de l'épistémologie sociologique de Luc Boltanski.

Exploitation capitaliste et pluralité des dominations

